

200 millions d'acres d'OGM

*D'ici la fin de la décennie,
15 millions d'agriculteurs cultiveront
des plantes transgéniques*

CLAUDE TURCOTTE

Les surfaces de cultures génétiquement modifiées ont connu en 2004 une croissance de 20 % à travers le monde, atteignant un grand total de 81 millions d'hectares, ou 200 millions d'acres. Selon une étude rendue publique hier, 8,25 millions de cultivateurs dans 17 pays ont eu recours aux biotechnologies. En outre, 90 % de ces producteurs se trouvaient dans des pays en développement.

Ces données se retrouvent dans un rapport rédigé par Clive James, président et fondateur de

l'International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (ISAAA), un organisme qui survit grâce à des dons provenant de multiples sources publiques et privées, y compris les principales multinationales qui, en réalité, contrô-

lent le marché des semences sur la planète, comme les américaines Monsanto et Pioneer ainsi que l'européenne Syngenta. La diffusion du rapport a été commanditée par la Fondazione Bussolera Branca d'Italie et la Rockefeller Foundation des États-Unis, qui sont aussi des donateurs à l'ISAAA.

**Au Canada,
les cultures
biotechnologiques
étaient en hausse
de 23 %
l'an dernier**

Cette organisation, qui compte trois centres dans le monde, soit aux États-Unis, au Kenya et aux Philippines, est résolument favorable à l'utilisation des biotechnologies, comme en témoignent les propos de Clive

James. *«L'adoption rapide et continue des biotechnologies, en particulier de la part de petits agriculteurs à faibles revenus, reflète les bienfaits économiques, environnementaux, sanitaires et sociaux pour les cultivateurs et la société dans les pays en développement et les pays industrialisés»*, soutient-il.

VOIR PAGE A 8: OGM

AGENCE FRANCE-PRESSE



OGM

SUITE DE LA PAGE 1

Luc Belzile, de la Fédération des producteurs de cultures commerciales (affiliée à l'UPA), constate que cette organisation a un préjugé favorable à l'endroit des biotechnologies. Il ajoute toutefois qu'on peut quand même lui accorder de la crédibilité pour les chiffres et les données qu'elle diffuse «sans tomber dans la propagande fâcheuse».

Quoi qu'il en soit, selon l'ISAAA, d'ici la fin de la décennie, 15 millions d'agriculteurs cultiveront des plantes transgéniques sur 150 millions d'hectares (370 millions d'acres) dans une trentaine de pays.

Le rapport mentionne qu'au Canada, les cultures biotechnologiques ont été pratiquées sur 5,4 millions d'hectares l'an dernier, en hausse de 23 % par rapport à 2003. La part canadienne représente 6 % du total mondial. Pas moins de 77 % du colza ensemencé au Canada provient de variétés biotechnologiques. Il y a aussi du maïs et du soja transgéniques.

Dominic Grégoire, producteur, avec son père, de maïs transgénique sur la ferme familiale de 400 hectares à Napierville, le fait depuis cinq ans et ne tarit pas d'enthousiasme. Il produit un maïs-grain séché pour consommation animale qui donne un rendement accru de 20 % sur une période de trois ans. De plus, explique-t-il, le maïs transgénique requiert moins d'herbicides et moins d'eau tout en causant moins de stress à la plante, ce qui rend sa croissance plus rapide. Le maïs transgénique Bt a été mis au point pour résister aux insectes, en particulier la pyrale, et pour tolérer certains herbicides. Selon M. Grégoire, les OGM ont un effet bénéfique sur l'environnement et, à sa connaissance, à peu près tous les producteurs de maïs (pour consommation animale) au Québec utilisent désormais une semence transgénique. M. Grégoire produit également du soja mais utilise une semence conventionnelle parce que, dans ce cas, le prix de vente est supérieur à celui d'un soja transgénique.

M. Grégoire est par ailleurs un journaliste spécialisé en mise en marché des grains et en économie agricole au *Bulletin des agriculteurs*. Il participe aussi bénévolement aux réunions du Conseil d'efficacité en biotechnologies du Canada en compagnie de professeurs d'université, de diététistes et autres spécialistes. Ce conseil est un organisme privé qui bénéfi-

cie de l'appui financier d'entreprises ayant des intérêts dans le commerce des semences.

Pour revenir à la situation à l'échelle mondiale, le rapport de Clive James mentionne que la plus grande partie des surfaces de cultures transgéniques se trouvent actuellement dans huit pays, mais les États-Unis arrivent largement en tête avec 59 % du total mondial. L'Argentine suit avec 20 %, le Canada et le Brésil ayant chacun une part de 6 %, la Chine 5 %, le Paraguay 2 %, tandis que l'Inde et l'Afrique du Sud ont chacun une part de 1 %.

L'an dernier, c'est l'Inde qui a connu la plus forte croissance en pourcentage avec une hausse de 400 %, principalement dans la culture du coton qui, en l'espace de deux ans, est passée d'une superficie de 100 000 hectares à 500 000 hectares, ce qui a profité à environ 300 000 petits producteurs. Pour une septième année consécutive, la Chine a augmenté ses surfaces de production de coton Bt, qui totalisent 3,7 millions d'hectares et représentent 66 % de l'espace réservé pour la culture du coton dans ce pays.

En fait, sur les 81 millions d'hectares en cultures transgéniques en 2004, 34 %, ou 27,6 millions d'hectares, se situaient dans des pays en développement, principalement la Chine, l'Inde, l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Depuis 2003, la croissance dans les pays en développement est supérieure à celle des pays industrialisés.

Evidemment, l'utilisation des biotechnologies en général et plus particulièrement dans le monde animal et végétal suscite des réactions souvent fortes et opposées dans plusieurs milieux. M. Belzile souligne pour sa part que la position de sa fédération n'est pas nécessairement celle de tout le monde à l'UPA. Les producteurs de cultures commerciales pensent quant à eux qu'il s'agit d'une bonne technologie qui offre beaucoup de potentiel.

Ils sont toutefois inquiets de voir que cette technologie a été abandonnée par les pouvoirs publics aux mains du secteur privé. Cela signifie, explique M. Belzile, que ce sont uniquement les producteurs qui devront payer pour obtenir ces semences transgéniques alors que, par le passé, les gouvernements consacraient des sommes importantes en travaux de recherche pour l'amélioration des semences. Le fait que les semences soient de plus en plus concentrées entre les mains d'un petit nombre de très grandes entreprises ne fait qu'ajouter à leurs inquiétudes.

Le Devoir